



CHAPITRE 121

Loi modifiant la charte de Verdun Protestant Hospital et pour changer son nom en celui de Hôpital Douglas

[Sanctionnée le 17 juin 1965]

Préambule.

ATTENDU que la corporation Verdun Protestant Hospital a, par sa pétition, représenté :

Qu'elle a été constituée par la loi 44-45 Victoria, chapitre 50, modifiée par les lois 2 Edouard VII, chapitre 98, et 15 George V, chapitre 127;

Que les malades bénéficiant des soins et des traitements qu'elle met à leur disposition appartiennent à différentes confessions religieuses et ne sont pas seulement de foi protestante et qu'en conséquence il est à propos que sa charte soit modifiée à cet égard et pour d'autres fins, et que son nom soit changé;

Attendu que la pétitionnaire a demandé l'adoption d'une loi à ces fins et qu'il est à propos d'accéder à sa demande;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit :

1881, c. 50, a. 1, remp.

1. L'article 1 de la loi 44-45 Victoria, chapitre 50, remplacé par l'article 1 de la loi 15 George V, chapitre 127, est de nouveau remplacé par le suivant :

Constitution en corporation.

« 1. Le très révérend Wm. B. Bond, LL. D., lord évêque du diocèse de Montréal, John Jenkins, D. D., LL. D., Gavin Lang, George Douglas, LL. D., George H. Wells, Henry Wilkes, D. D., A. H. Munro, W. S. Barnes, William A. Hall,

CHAPTER 121

An Act to amend the charter of the Verdun Protestant Hospital and to change its name to that of Douglas Hospital

[Assented to 17th June 1965]

WHEREAS the Verdun Protestant Hospital, has, by its petition, represented: Pre-
amble

That it was incorporated by the act 44-45 Victoria, chapter 50, which was amended by the acts 2 Edward VII, chapter 98, and 15 George V, chapter 127;

That the patients who are now cared for and treated by the corporation are of varied religious persuasions not limited to Protestant and that, as a consequence, it is expedient to amend its charter in these and in other respects including changing the name of the corporation;

Whereas the petitioner has prayed for the passing of an act accordingly and it is expedient to grant its prayer;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows :

1. Section 1 of the act 44-45 Victoria, 1881, c. 50, chapter 50, replaced by section 1 of the act 15 George V, chapter 127, is again replaced by the following: 1881, c. 50, s. 1, replaced.

“1. The Right Reverend Wm. B. Bond, LL. D., Lord Bishop of the Diocese of Montreal, John Jenkins, D. D., LL. D., Gavin Lang, George Douglas, LL. D., George H. Wells, Henry Wilkes, D. D., A. H. Munro, W. S. Barnes, William A. Incorporation.

M. D., Sir Hugh Allan, Andrew Allan, George MacRae, c.r., Charles Alexander, Henry Lyman, M. H. Gault, M. P., Thomas White, M. P., Peter Redpath, Adam Darling, Hugh McLennan, James Coristine, S. H. May, T. James Claxton, James Johnston, Alexander McGibbon, Alfred Perry, Leo. H. Davidson, et telles autres personnes, donateurs ou souscripteurs, qui pourront être ou sont maintenant associés à eux et leurs successeurs, sont constitués et établis en un corps incorporé et politique, avec tous les droits inhérents par la loi aux corporations, sous le nom de « Douglas Hospital » en anglais et « Hôpital Douglas » en français.

Objet.

La corporation a pour objet de posséder, maintenir et exploiter un établissement où l'on traite des malades chez qui les troubles mentaux constituent l'élément prépondérant de leur état pathologique. »

1881, c.
50, a. 2,
remp.

2. L'article 2 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Pouvoirs.

« **2.** La corporation, de temps à autre, pourra avoir, prendre, recevoir, acheter, acquérir, détenir, posséder et maintenir pour son usage, toutes propriétés mobilières et immobilières qui pourront ci-après lui être vendues, cédées, échangées, données, léguées ou accordées, et elle pourra en jouir, les vendre, hypothéquer, aliéner, transporter, louer ou donner à loyer, si c'est nécessaire, placer ses fonds dans des parts, actions, bons, obligations et prêts garantis par hypothèques ou nantissement sur des immeubles ou bien-fonds situés au Canada, et, à sa discrétion, changer et modifier de temps à autre, tout tel placement, pourvu que la corporation dispose dans un délai raisonnable des immeubles qui, pendant une période de sept années consécutives, n'auront pas été utilisés pour la poursuite de ses fins. »

1881, c.
50, a. 3,
ab.
Id., a. 4,
remp.

3. L'article 3 de ladite loi est abrogé.

4. L'article 4 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 2 Edouard VII, chapitre 98, est remplacé par le suivant :

Hall, M. D., Sir Hugh Allan, Andrew Allan, George Macrae, Q. C., Charles Alexander, Henry Lyman, M. H. Gault, M. P., Thomas White, M. P., Peter Redpath, Adam Darling, Hugh McLennan, James Coristine, S. H. May, T. James Claxton, James Johnston, Alexander McGibbon, Alfred Perry, Leo H. Davidson, and such other persons, being donors or subscribers, as may be hereafter or are now associated with them and their successors are constituted and created a body corporate and politic, with all the rights incident by law to corporations, under the name of "Douglas Hospital" in English and "Hôpital Douglas" in French.

The object of the corporation shall be to own, maintain and operate an establishment for the treatment of patients in whose pathological condition mental disorders constitute the predominant element."

2. Section 2 of the said act is replaced by the following: 1881, c.
50, s. 2,
replaced.

"**2.** The Corporation, from time to time, and at all times hereafter, shall be able and capable to have, take, receive, purchase and acquire, hold, possess, enjoy and maintain, to and for its use, all property, moveable or immoveable, which may hereafter be sold, ceded, exchanged, given, bequeathed or granted to it, or to sell, hypothecate, alienate, convey, let or lease the same, if need be, to invest the funds of the Corporation in stocks, shares, bonds, debentures and loans secured by hypothec or mortgage on immoveable property or real estate in Canada, and, in its discretion, to change, vary and transpose from time to time any such investments, provided that the Corporation shall dispose, within a reasonable time, of immoveables which, for a period of seven consecutive years, have not been used for the pursuit of its objects."

3. Section 3 of the said act is repealed. 1881, c.
50, s. 3,
repealed.

4. Section 4 of the said act, amended by section 1 of the act 2 Edward VII, chapter 98, is replaced by the following: 1881, c.
50, s. 4,
replaced.

Bureau de
gouver-
neurs.

« 4. L'administration des affaires de la corporation, et leur contrôle ultérieur et final, relèvent d'un bureau de gouverneurs composé de personnes qui auront souscrit et payé la somme d'au moins cent dollars à la corporation; cependant, un gouverneur n'aura pas droit de vote aux assemblées et ne sera pas compté pour former le quorum du bureau des gouverneurs à moins qu'il n'ait souscrit à la corporation une somme d'argent d'au moins vingt-cinq dollars durant l'année où une telle assemblée a lieu, et avant une telle assemblée. »

1881, c.
50, a. 5,
remp.

5. L'article 5 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Régle-
menta-
tion.

« 5. La corporation, agissant par le bureau des gouverneurs ci-haut mentionné, aura pleins pouvoirs et autorité, à toute assemblée régulièrement convoquée, et à laquelle au moins cinq des gouverneurs seront présents, de faire et d'établir tous tels statuts, règles et règlements non contraires aux dispositions de la présente loi ni aux lois de cette province, qui seront jugés nécessaires ou utiles à l'administration de ses affaires et, de temps à autre, de modifier, de révoquer et de changer les statuts, règles et règlements ou aucun d'eux. »

1881, c.
50, a. 6,
remp.

6. L'article 6 de ladite loi est remplacé par le suivant :

Conseil
d'adminis-
tration.

« 6. La direction et la conduite des affaires courantes de la corporation relèvent d'un conseil d'administration de pas moins de douze membres, selon qu'il sera établi par un règlement, dont cinq formeront un quorum, et qui agiront pendant trois ans, un tiers se retirant annuellement, et le dit bureau fera tenir régulièrement des procès-verbaux de ses procédés et de ses actes, et, de temps à autre, en fera rapport au bureau des gouverneurs, selon qu'il peut être prescrit par tout statut, règle ou règlement à cet effet, et le conseil d'administration sera élu à une assemblée du bureau des gouverneurs. »

1881, c.
50, a. 7,
ab.

7. L'article 7 de ladite loi est abrogé.

“4. The management of the affairs of the Corporation and the ultimate and final control thereof shall be vested in a Board of Governors composed of individuals who shall have subscribed and actually paid the sum of one hundred dollars or upwards to the Corporation; provided, however, that no such Governor shall be entitled to vote at any meeting or be counted part of a quorum of the Board of Governors unless he shall have previously, but during the year in which such meeting takes place, subscribed to the Corporation an amount in money of not less than twenty-five dollars.”

Board of
Govern-
ors.

5. Section 5 of the said act is replaced by the following :

1881, c.
50, s. 5,
replaced.

“5. The Corporation, acting by the Board of Governors hereinbefore mentioned, shall have full power and authority, at any meeting duly convened and at which at least five of the governors shall be present, to make and establish all such by-laws, rules and regulations, not being contrary to this act or to the laws of this Province, as shall be deemed necessary or useful for the management of its affairs and, from time to time, to alter, repeal and change the by-laws, rules and regulations or any of them.”

By-laws,
etc.

6. Section 6 of the said act is replaced by the following :

1881, c.
50, s. 6,
replaced.

“6. The immediate management and conduct of the Corporation shall be vested in a board of management of not less than twelve in number, as may be fixed by by-law, of whom five shall be a quorum, and who shall act for three years, one-third retiring annually; and such board shall cause minutes of its proceedings and acts to be duly kept and shall, from time to time, report the same to the board of governors as may be provided by any by-laws, rules or regulations to that effect, and the board of management shall be elected at a meeting of the board of governors.”

Board of
manage-
ment.

7. Section 7 of the said act is repealed.

1881, c.
50, s. 7,
repealed.

1881, c.
50, a. 8,
ab.

8. L'article 8 de ladite loi est abrogé.

8. Section 8 of the said act is repealed. 1881, c.
50, s. 8,
repealed.

Disposi-
tions sau-
vegardées.

9. Aucune disposition de la présente loi ne déroge aux dispositions de la Loi des institutions pour malades mentaux, de la Loi des hôpitaux, de la Loi de l'assurance-hospitalisation et des lois qui régissent la pratique de la médecine, de l'art dentaire et de la pharmacie, ni aux règlements faits en vertu de ces lois, et les pouvoirs accordés par la présente loi doivent être exercés conformément à ces dispositions et règlements.

9. No provision of this act shall derogate from the provisions of the Mental Patients Institutions Act, the Hospitals Act, the Hospital Insurance Act, the laws governing the practice of medicine, dentistry or pharmacy or the regulations made under such laws or acts, and the powers granted by this act shall be subject to such provisions and regulations. Provisions
safe-
guarded.

Entrée en
vigueur.

10. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

10. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming
into force.